

## Marseille et l'Ami des hommes

### deux lettres inédites du père de Mirabeau (1768. 1775)

Vieille famille consulaire de Marseille qu'ils avaient quittée pour Aix (1) et le château de Mirabeau, les Riquetti possédaient encore des biens dans leur ancienne patrie peu avant la Révolution de 1789. Leur hôtel familial de la place de Lenche, où avait été hébergé Louis XIV en 1680, était passé aux Manrellet dès la fin du XVII<sup>e</sup> ; et, dès le premier tiers du XVIII<sup>e</sup>, ils avaient cédé aux Vintimilla leur hôtel neuf de la rue Noailles servant à loger l'intendant de Provence, lors de ses séjours à Marseille ; mais il leur restait au moins, à Saint-Mouri, une grande basilide avec vignobles au bord de la mer que traversait de bout en bout le chemin de Marseille à Martigues (2). A ce titre Victor de Riquetti, marquis de Mirabeau (1715-1789), ne ancien militaire, mué à 28 ans en économiste, était considéré par le han marseillais comme forain possédant bien non résidant.

Or, voici qu'en octobre 1767 les échevins, étonnés par des dettes, qui rendent leur pays brûlant — le mal est du marquis — décident de frapper les biens des forains non résidant, et qui de ce chef échappaient aux fermes indirectes, d'un impôt d'exception égal à deux vingtièmes soit, en langage clair, d'un dixième de leurs revenus fonciers. Comme les absents ont toujours tort, l'autorisation nécessaire est facile-

(1) Honoré de Riquetti sur preuves sous d'Aix en 1690. Son fils Jean-Antoine, dit Col d'Argent, bourgeois du roi et retenu, achète en 1735, 111 la Cour, l'hôtel n° 16, hôtel n° 1808 par Nicolas Goussier, trésorier de France et qui était son domaine l'hôtel Mirabeau. Jean-Antoine y meurt en 1737 et en 1743 l'hôtel lui revient par son fils Victor du comté de Beuchère, 1<sup>er</sup> de Fouron. Il apparaît en 1740 à la fin de la famille de Mirabeau.  
(2) Arch. mun. BD. 75, lettre de Jean-Antoine Riquetti au échevins de 28 août 1730 et soumission de 2 janvier 1731.



meut et lechan du Conseil du roi par suite du 22 décembre suivant. On sait que le vingtième était une invention du contrôleur général Machault qui, à partir de 1719, l'avait introduit dans le système fiscal du royaume à titre permanent en remplacement du dixième, déjà perçu depuis 1710, mais seulement à titre renouvelable. Héréditaire par nature à l'impôt foncier, dont il s'était définitivement dégagée depuis 1684 (1), les Marcellais à contre cœur avaient dû subir, pendant 7 ans, après estimation des revenus de leurs biens, le prélèvement effectif usagé par Machault (2). Puis, à la suite des États du Provence, Marseille avait été autorisée par le roi à se racheter du 20<sup>e</sup> moyennant le versement annuel de 140.000 livres, récupérables par un supplément aux taxes de consommation déjà existantes (1756). Voici donc en 1767 la municipalité appliquant aux fermes une forme d'impôt dont elle n'a véritablement voulu pour la communauté : « Et c'est maintenant, vous, Messieurs, qui rappeller dans vos loyers cette épidémie que vous regardez comme dangereuse ! »

Le mot est de consistance marquis de Mirabeau, car les échevins ont trouvé avec lui à qui parler, ne tant que chargé des intérêts des fermiers possédant biens. Sa protestation fait l'objet d'une longue lettre aux échevins, datée de Paris, 30 mars 1768, sur 16 pages écrites d'une écriture régulière et appliquée ; il y passe, suivant son habitude, sur le raccourci du son principal à l'expression passionnée du tour le plus véhément (3).

Un plaideur contre l'impôt territorial par le marquis de Mirabeau, quelle gageure ! La voilà contraindre à rendre son propre système économique, celui qui à 40 ans l'avait rendu célèbre dans l'Europe entière et acclamé auprès de tous les souverains libéraux ! N'était-il pas l'auteur de *L'ami des hommes* (1755), ce manifeste de la première haine qu'il avait émise en 1757 par Quenay (4), est à l'origine du fameux principe

(1) Arch. nat., CC. 1201, Arrêt du Conseil d'Etat sur le 22 juillet 1698 concernant le levé de 4 livres pour mille livres sur le revenu de tous les biens immeubles, pour une durée de 8 ans — Les sols d'impôt pour abatement, la part de Marseille était de 130.000 livres.  
(2) Comte de Foul, *Un exemple d'impôt royal au pays d'Etat*, Thèse pour le doctorat en droit, Aix, 1953, p. 33 (dactylographiée).  
(3) CC. 127.  
(4) Sur *Vallées économiques* est de 1758.

émis par les physiocrates et ainsi formulé : le vrai richisme réside dans la terre, esquisse sommaire de biens nouveaux, les produits issus des manufactures n'étant qu'une transformation de la matière première et non une création propre ? A vrai dire Mirabeau avait écrit d'abord que le seul créateur de richesses était l'agriculture ; mais il était si libéral et libéral de Quenay : vous avez mis la charrue avant les bœufs (1) ! et le marquis avait dû s'incliner devant la leçon édictée de la nature. Puis dès 1760, il publiait sa *Théorie de l'impôt*, tendant, par l'application de son système, à la suppression de toutes les fermes et à l'instauration d'un impôt territorial unique. C'était décliner la guerre aux 60 fermiers généraux et à 30.000 commis : bientôt le marquis fut arrêté et après deux jours de prison, relâché hors de Paris dans sa terre de Bignon près Nemours.

Mais dans le cas particulier du 20<sup>e</sup> territorial dont Marseille menaçait ses loyers *L'ami des hommes* est du côté de la barrière et non sans logique il ne donne pas la même à ses compatriotes : « Je payerai volontiers, leur dit-il, non seulement le 20<sup>e</sup>, mais le tiers de mon revenu, s'il est dit que cette contribution puisse sur le revenu de notre territoire donner lieu de toute autre sorte de l'impôt et d'imposition indirecte ». Or ce n'est pas le cas, puisqu'il s'agit d'un impôt d'exception et de superposition : « Vous l'avez plus court de vous soumettre à l'un et à l'autre, de nous traiter uns et les uns, mais au moins, mais on procède, retranchés de la participation au droit public du votre territoire... vous nous imposez une taxe d'infamie... » Et ce effet les fermes possédant biens à Marseille n'échappent pas du tout par leur absence aux taxes de consommation, puisqu'elles tombent sur leurs colporteurs (2) et que de ce côté les taxes sont mieux bien louées : « D'après plus de 10 ans je fais arracher et replanter à neuf ma bastille. Les travaux sont un surcroît de contribution pour moi, en surcroît de contribution à l'avantage de vos fermes... »

Et le marquis d'insister que le marquis pourrât bien se retourner contre ses auteurs : « Si le roi, lui dit-il, vous au-

(1) Lamoignon, *Les Physiocrates*, tome II, p. 106, 171 et 217.

(2) Il s'agit des porteurs de la bastille démolie et entassés sur les chariots, pour qu'ils ne puissent qu'à demi-train le tirer le plus facile, le plus de la terre, V. Arch. nat. CC. 127, règlement royal du 20 août et 6 sept. 1767.

torise à revendiquer l'équivalent de notre censuement un quelconque que nous habitons », comment nous « refusait-il à nous de venir réclamer à notre tour les impôts indirects que nous payons aux lieux de notre habitation ? » car nous ne saurions consommer à la fois dans deux villes si vous seriez tenu de me rembourser le montant de ce que je paye à Paris pour mes consommations. Bien même, pourquoi les forains ne réclameraient-ils pas une seconde déduction correspondant aux dépenses de voisin à l'intérieur de la ville, payés au autres, dont leurs colportiers ne profitent absolument pas ? D'ailleurs, si le 20<sup>e</sup> est appliqué à leurs seuls biens, les forains n'auront-ils pas leur vengeance dans une dépréciation générale des terres et bleds, si les-ci, vu le resserrement du marché, ne se négociant plus qu'entre citoyens résidant ?

Du ces *avertissements* charitables le marquis passe à de véritables menaces de *représailles*. Robuté par cette injustice, pourquoi ne laisserait-il pas tomber son démine en frite, privant ainsi Marseille du produit des taxes de consommation de ses paysans ? De même les bourgeois qui possèdent des maisons en ville, en lieu de les louer, pourraient-ils avoir avantage à les laisser vides ; ils conserveraient de ce chef un domicile à Marseille et la loi ainsi tournée avec diligence, échapperait à la note d'impôt appliquée aux seuls non-résidant.

Enfin, pourquoi le marquis ne se faisait-il pas justice lui-même : « Lorsque vous cessez de vous démontrer ma patrie... pouvez-vous m'empêcher de vous dévotement pene telle, de chercher à faire passer en *contrebande* à nous mes travailleurs du pain et des denrées quelconques... » Le voilà donc prêt à violer ce qu'il avait proclamé être le droit commun de la Provence : ce véritable appel aux armes dénote quelque peu dans la bouche de l'*Ami des hommes*.

Néanmoins les arguments perdurent en haut lieu ; car, par lettres patentes du 3 mars 1769, l'arrêt du Conseil du 22 décembre 1761 était rapporté, ainsi que la délibération du Conseil municipal du 22 octobre précédent. Grâce à l'éloquence du marquis de Mirabeau les bourgeois avaient gain de cause et le consommateur marseillais continuait à surpayer son pain et sa viande lourdement taxés.

\* \* \*

La seconde lettre de l'*Ami des hommes* aux échevins est du 21 décembre 1775 (1) ; elle concerne le privilège du vin, ce vieux monopole du vente dont bénéficiaient les viticulteurs du cru, l'entrée dans Marseille de tout vin récolté hors du terroir étant rigoureusement interdite (2). Menacée de la suppression du privilège par Turgot, les échevins aux vœux lésés, agit contre le projet du ministre mais leur influence ; ils eurent dans l'idée de s'adresser à un de leurs *correspondants*, pas tout à fait des relations de Turgot, l'*Ami des hommes*. Comme dans le cas précédent, celui-ci était au effet touché dans ses intérêts : « Je ne saurais pas vous dire que je suis propriétaire de vignes à Marseille et propriétaire de vignes nullement... » Après cette déclaration de franchise initiale, le marquis, dans sa réponse longuement motivée, va tourner court. C'est qu'il ne s'agit plus de donner contre un impôt d'exception, le cas est bien plus grave : ce sont les vigneron de Marseille, ce serait renier un des principes fondamentaux du système des physiocrates, la liberté du commerce, et il n'en le fera à aucun prix. D'ailleurs, s'il a jadis connu Turgot, s'il a apprécié l'homme, vu à l'œuvre et admiré l'intendant du Languedoc, où il a des terres, par contre il n'est jamais l'*Ami* d'un ministre, parce que selon un prout plus être bon ou à lui, ou à moi... Quant à plaider l'argument des privilèges, il s'y refuse absolument, de tels traités « étant toujours fautive et nuis aux yeux de l'équité naturelle et imprescriptible... »

La légalité des viticulteurs n'est pas un meilleur argument, car la baisse du vin résultant de la liberté de ce commerce permettrait à chacun de se mieux nourrir, en achetant davantage de pain et de viande. Ainsi donc, ajoute-t-il avec une ironie, l'intérêt même des fermes de la ville se rencontre avec la suppression du privilège. Et à ce propos il constate que, s'il y avait eu ordre à établir dans la voie de la liberté du commerce, il faudrait évidemment, avant de s'attaquer au privilège du vin, abolir d'abord les taxes perçues sur la farine et sur la viande. Ainsi le vigneron y trouverait-il son compte, ayant été soulagé sur sa consommation, avant d'avoir son gain réduit. Pure gâchade d'ailleurs qu'un tel raisonnement

(1) Arch. mun. CC. 1071.

(2) Un privilège analogue existait à Aix et aussi à Toulon.

à l'égard d'une ville abîmée comme Marseille, dont tout le budget reposait sur les deux piliers fondamentaux du piquet de la farine et de la taxe à l'abatage.

Enfin, comme suprême argument, le marquis préconisait un véritable sabordage, car on pourrait demander au roi le détachement de la ville des divers quartiers vinicoles du terroir (1). La ville devant être alors de ce fait privée de la plus grosse partie de la vendange et de son côté le terroir du débouché naturel de ses vins, c'en était fait du privilège : « Ils s'uniront alors en vœu général pour que le débouché des vins soit libre, comme tout autre... Et, si un jour tout devient libre à Marseille, les récoltes mêmes y deviendront fertiles ». On ne saurait se moquer plus agréablement de ses concitoyens !

\* \*

D'un son de cloche entièrement opposé, le premier accordé à contre-cœur au passé, le second accordé d'enthousiasme à l'avenir, les deux lettres ont le mérite commun et habituel à toute la correspondance du marquis d'être écrites à bride abattue et dans une tournure très originale. C'est ce que dans sa modestie d'auteur il se reprochait comme un style incorrect, voire en *détails d'autrui*. Ce n'était pas l'avis de ses contemporains, puisque Grimm, a traité ce style de « sensible, ouctueur, mystique », et que Bouillon, rédacteur du *Journai encyclopédique*, déclarait en Juillet 1757 : « L'auteur écrit comme Montaigne et pense comme Montesquieu » !

Sans aller jusque là, l'écriture de l'Ami des hommes nous est sympathique : nous savons gré à sa plume tantôt sarcastique et railleuse, tantôt éloquente et inspirée, de trancher sur le style uniformément noble de son temps ; et, chez ce contemporain de Rousseau, il ne nous déplaît pas de trouver une tendance à l'archaïsme qui le rapproche tantôt de nos vieux auteurs du XVII<sup>e</sup> d'Aubigné, Molière, Marot, et tantôt aussi de Saint Simon (2).

Joseph BILLIARD.

(1) Nous qui de nos jours le marquis attribuait à la grande d'éclosion et commune impériale de certains quartiers de Marseille, dont on s'est fini par être rebelle de nos jours, au profit du *Plan de la ville*.

(2) Sur la correspondance du marquis, voir aussi : J. J. Audouard, *Trois lettres inédites de l'Ami des hommes*, dans *Annuaire de Provence*, VIII<sup>e</sup> ann., 1913, p. 117. Une de ces lettres, particulièrement pithécopie, porte sur l'élégamment d'une route à Négros, les dits sur la Duran, vint-vingt les centimes de Verson.